

LA PEINTURE DANS TOUS SES ÉTATS

UNE EXPOSITION PRÉSENTÉE À LA GALERIE DE L'UQAM PROPOSE UN PANORAMA DE LA PEINTURE ACTUELLE AU CANADA.



© Ehryn Torrell, *Aspects of Voyeurism*, 2011, acrylique sur toile.
Photo: Steve Farmer



© Michael Merrill, *Lightning Field*, 2013, vinyl gouache.
Photo: Michael Merrill



© Mario Doucette, *La déportation des Acadiens* (d'après Sir Frank Dicksee), 2012, pastel, encre, crayon et acrylique sur panneau de bois. | Photo: Marc Grandmaison

Claude **Gauvreau**

Tout le monde en parle dans le milieu de l'art. C'est probablement le projet artistique le plus attendu en ce moment au Canada. Le 30 avril, la Galerie de l'UQAM inaugure *Le Projet Peinture. Un instantané de la peinture actuelle au Canada*, dont les commissaires sont Louise Déry, directrice de la Galerie, et Julie Bélisle, doctorante en histoire de l'art. Cette exposition unique, qui réunit 60 artistes du Canada anglais, du Québec et des Premières Nations, se décline en deux volets, chacun présentant une trentaine d'œuvres. Le premier se déroule du 1^{er} mai au 1^{er} juin et le

second, du 7 juin au 6 juillet. Le projet fera aussi l'objet d'une exposition virtuelle, en octobre prochain, afin de faire découvrir à un public élargi une scène artistique particulièrement prolifique.

Selon Louise Déry, *Le Projet Peinture* est une façon de renouer avec l'exposition panorama, une pratique muséale courante dans les années 60 et 70. «Depuis les années 80, la scène artistique a été marquée par une prolifération de grands événements – foires, biennales – qui rassemblaient différents types de productions esthétiques, sans cibler une discipline particulière comme la sculpture ou la peinture. Offrir au grand public un panorama de la

peinture canadienne actuelle lui permettra de découvrir des choses sur notre identité picturale», souligne la directrice de la Galerie.

«Beaucoup de gens connaissent Borduas et Riopelle, ou le Groupe des Sept, mais peu sont capables de citer des noms de peintres actuels, observe Julie Bélisle. Pourtant, la peinture est présente partout, dans les musées, les galeries et les centres d'artistes. À l'UQAM, plusieurs finissants en arts s'y intéressent.»

UNE DÉMARCHÉ COMPLEXE

Compte tenu de son ampleur et de sa logistique complexe, *Le Projet*

suite en P02 ►



DES DIPLÔMÉS
SATISFAITS P03



PROGRAMMER
DES JEUX
INTELLIGENTS P07



SPÉCIAL
ACFAS P08



SUCRE ET
CONFIDENCES P16

Le journal L'UQAM est publié par le Service des communications, Division de l'information.

Directrice des communications et éditrice
Caroline Tessier

Rédactrice en chef
Marie-Claude Bourdon

Rédaction
Pierre-Etienne Caza,
Claude Gauvreau,
Valérie Martin,
Benjamin Tanguy

Photographe
Nathalie St-Pierre

Direction artistique
Mélanie Dubuc

Publicité
514 987-3000 poste 6177

Impression
Payette et Simms

Adresse du journal
Pavillon VA, local VA-2100
Tél.: 514 987-6177

Adresse courriel
journal.uqam@uqam.ca

Version Web du journal
www.journal.uqam.ca

Dépôt légal
Bibliothèque nationale
du Québec

Bibliothèque nationale
du Canada
ISSN 0831-7216

Les textes de L'UQAM peuvent être reproduits sans autorisation, avec mention obligatoire de la source.

Les idées et opinions exprimées dans cette publication sont celles de leurs auteurs et n'engagent pas la responsabilité de l'UQAM, sauf mention contraire.

UQAM

Université du Québec à Montréal
C. P. 8888, succ. Centre-ville,
Montréal (Québec) • H3C 3P8

▼ suite de la P01 |
LA PEINTURE DANS TOUS SES ÉTATS

Peinture a nécessité deux années de recherches. Pour sélectionner les œuvres de 60 artistes provenant des quatre coins du pays, Julie Bélisle et Louise Déry, avec la collaboration de Marie-Ève Beaupré, ont fait du repérage sur des sites Web d'artistes, dans des ateliers, des galeries, des musées, et des foires. Elles ont étudié pas moins de 500 dossiers d'artistes et consulté un comité d'experts canadiens composé de conservateurs de musées, de directeurs de galeries et de critiques d'art. «Nous nous sommes concentrés sur des artistes qui ont fait de la peinture le centre de leur travail, dit la doctorante. Nous voulions aussi des peintres appartenant à différentes générations. Certains ont 23 ou 25 ans, d'autres approchent la soixantaine.»

DU RÉEL À LA FICTION

Chaque volet de l'exposition présente des œuvres figuratives et non figuratives, tout en reflétant la diversité des genres. Quatre grandes thématiques sont représentées : les *figures du réel*, qui émanent de démarches figuratives s'inscrivant dans la lignée des grandes traditions picturales; les *univers de fiction*, inspirés de la bande dessinée, des médias, de l'illustration ou de l'imagerie de synthèse; la *peinture comme sujet*, où l'acte même de peindre est au cœur de l'œuvre; les *pratiques hybrides*, où la peinture, au contact d'autres disciplines artistiques, devient une peinture-objet, une peinture-écriture ou une peinture-photographie.

«L'exposition permet de découvrir des œuvres jamais vues au



Louise Déry et Julie Bélisle, commissaires de l'exposition. | Photo: Nathalie St-Pierre

«ON VOIT DE JEUNES ARTISTES QUI ONT UNE VÉRITABLE PULSION DE PEINDRE ET QUI NE SE SENTENT PAS ÉBRANLÉS PAR TOUT CE QUI S'EST FAIT EN DEHORS DE LA PEINTURE DEPUIS 30 OU 40 ANS.»

— Louise Déry, directrice de la Galerie de l'UQAM

Québec et de révéler des peintres peu connus mais prometteurs», note Julie Bélisle. C'est le cas notamment d'artistes métis et des Premières Nations, tels que Joseph Tsinga, originaire du Yukon, dont la peinture témoigne de la rencontre entre la culture autochtone et celle des Blancs, et Tim Moore, qui s'adonne à la peinture-collage. «Nous avons constaté que les régions où la peinture est la plus vivante aujourd'hui, le Québec et Winnipeg par exemple, sont celles où existe déjà une riche tradition picturale», dit Louise Déry.

DE NOUVELLES PISTES DE RÉFLEXION

Le *Projet Peinture* s'accompagne d'un imposant catalogue de 364 pages, bilingue et richement illustré, qui présente une mosaïque de points de vue et ouvre des pistes de réflexion sur plusieurs questions, dont celle de la filiation esthétique.

«Nous avons demandé à des experts de se prononcer sur les liens entre ce que font les peintres actuels et ce que faisaient les artistes modernes des générations précédentes, dit la directrice de la Galerie. Existe-t-il des ponts, des ruptures? Les artistes ont-ils tourné le dos à une tradition trop lourde pour eux?»

Louise Déry n'hésite pas à parler d'une régénérescence de la peinture. «On voit de jeunes artistes qui ont une véritable pulsion de peindre et qui ne se sentent pas ébranlés par tout ce qui s'est fait en dehors de la peinture depuis 30 ou 40 ans. Les formes d'art médiatiques et les images virtuelles ne remplacent pas les objets. Une peinture, ça sent, cela a une texture. Peut-être assistons-nous à une rédemption des sens. Chose certaine, on n'en a pas fini avec la matière.» ■

COMMENTEZ CET ARTICLE ●
uqam.ca/entrevues ●



Ensemble, investissons
pour l'avenir

www.fondation.uqam.ca

Merci

La Fondation de l'UQAM est fière de souligner l'initiative des étudiants des cours *Organisation d'événements culturels et de communication* et *Gestion d'événements*, qui lui ont remis, à ce jour, près de 36 400 \$ en organisant des événements-bénéfices.

DIPLÔMÉS DU BAC ET DE LA MAÎTRISE: UN NIVEAU ÉLEVÉ DE SATISFACTION

LA DERNIÈRE COHORTE DE DIPLÔMÉS DU BACCALAURÉAT ET DE LA MAÎTRISE SONDÉE PAR LE SERVICE DE PLANIFICATION ACADÉMIQUE ET DE RECHERCHE INSTITUTIONNELLE SE MONTRE TRÈS SATISFAITE DE LA FORMATION REÇUE À L'UQAM.

La majorité des diplômés de l'UQAM n'éprouvent pas de difficultés majeures à se dénicher un emploi dans leur domaine. C'est du moins ce qui ressort de l'Enquête auprès des diplômés d'un programme de baccalauréat et de maîtrise de l'UQAM, édition 2012, menée par le Service de planification académique et de recherche institutionnelle (SPARI) auprès des personnes ayant obtenu leur diplôme au cours de l'année 2010-2011.

Parmi les bacheliers, moins de 4 % sont à la recherche d'un emploi. Pour les salariés, se placer n'a pas été trop difficile: 84 % estiment avoir eu une difficulté faible ou modérée à obtenir un emploi après leurs études, ce qui fut fait en moins de 6 mois dans près de 3 cas sur 5 (excluant les salariés qui occupaient déjà leur emploi au moment de leur diplomation). Mieux encore, plus de 80 % des bacheliers sur le marché du travail estiment que leur emploi correspond moyennement ou même fortement (environ 70 %) à leur domaine d'études et 84 % affirment que leur formation s'est avérée utile à l'accomplissement de leurs tâches.

Non seulement les diplômés du baccalauréat ne chôment pas, mais la précarité les touche peu. Plus de 95 % des bacheliers qui se consacrent principalement au travail sont salariés. De ce nombre, plus de 8 sur 10 occupent un emploi à temps plein et près des deux tiers ont même droit à un emploi permanent. Alors que la majorité occupent des postes de niveau professionnel (61%), voire de direction (8 %), ils se concentrent principalement dans l'enseignement (24%), les affaires, les finances et le commerce (17 %), l'administration publique (8 %), les communications et les relations publiques (8 %) et le secteur de la santé et des services sociaux (7 %).



Photo: Nathalie St-Pierre

Au chapitre des salaires, 31 % des diplômés du bac qui se consacrent principalement au travail gagnent annuellement entre 30 000 \$ et 39 999 \$, 26 % entre 40 000 \$ et 49 999 \$ et plus de 15 % empoignent 50 000 \$ et plus.

Chez les diplômés du bac qui se consacrent principalement aux études (26 %), plus de 60 % ont décidé de poursuivre des études supérieures à l'UQAM, signe de leur sentiment d'appartenance à leur *alma mater*. D'ailleurs, 86 % estiment que leur formation les a bien préparés à leur nouveau programme d'études.

Près de 30 % des diplômés du baccalauréat ont rempli le questionnaire électronique qui leur avait été adressé par le SPARI. Dans l'ensemble, les réponses positives recueillies auprès de cette cohorte sont très similaires à celles que le SPARI avait reçues lors de son enquête précédente auprès de la cohorte diplômée en 2009-2010 (voir l'article *Des diplômés satisfaits*, publié en novembre 2011).

DIPLÔMÉS DE LA MAÎTRISE

Du côté des diplômés de la maîtrise, qui n'avaient pas été sondés par le SPARI depuis plusieurs années et dont le taux de réponse s'est élevé à 31 %, les résultats sont tout aussi encourageants. Ainsi, 83 % de ceux qui se consacrent principalement au travail déclarent une correspondance forte ou moyenne entre leur domaine d'études et leur emploi. La moitié des emplois qu'ils occupent exige une formation universitaire du niveau de la maîtrise.

Alors que seulement 7 % des diplômés de la maîtrise sont à la recherche d'un emploi, 93 % de ceux dont le travail est la principale activité sont salariés et, parmi ces derniers, 91 % travaillent à temps complet, les trois quarts sont permanents et les deux tiers ont un emploi de type professionnel. Près de 30 % de ces salariés occupent un poste de direction (contre 8 % chez les bacheliers). Ils se retrouvent notamment dans l'enseignement (16 %),

les affaires, les finances et le commerce (14 %), l'administration publique (11 %), l'information et les technologies de l'information (10 %), les services professionnels et conseils (9 %) et la santé et les services sociaux (7 %). Près des deux tiers des diplômés de la maîtrise dont le travail est la principale activité (à l'exclusion des travailleurs autonomes) oeuvrent au sein d'une organisation de 500 employés et plus (plus d'un sur deux chez les bacheliers).

Se trouver un emploi peut prendre un peu plus de temps pour un diplômé de la maîtrise: 49 % des salariés ont dû attendre six mois ou plus après la fin de leurs études pour obtenir leur poste, contre seulement 33 % chez les bacheliers. Par contre, des revenus annuels supérieurs sont au rendez-vous. En effet, 57 % des diplômés de la maîtrise qui se consacrent principalement au travail gagnent 50 000 \$ et plus par année (contre seulement 16 % des bacheliers), dont 43 % ont un salaire confortablement compris entre 60 000 \$ et 99 999 \$, et 12 % obtiennent même 100 000 \$ et plus.

Parmi les diplômés qui se consacrent principalement aux études après la maîtrise (12%), 57 % sont demeurés à l'UQAM. Et ils sont encore plus nombreux que les bacheliers (90 % contre 86 %) à considérer que leur formation les a bien préparés à leur nouveau programme. Dans les deux cas – diplômés du bac et de la maîtrise –, les répondants à l'enquête du SPARI s'estiment satisfaits à plus de 80 %, et, dans certains cas, à plus de 90 %, de l'enseignement reçu à l'UQAM, que ce soit en ce qui a trait à la capacité d'analyse et de synthèse ou à la capacité d'exercer un jugement critique qu'ils ont développée. Dans les mêmes proportions, ils se disent satisfaits de la disponibilité des enseignants, de leur encadrement, de leurs qualités pédagogiques, du climat social et intellectuel qu'ils favorisent, du contenu des cours ainsi que de la qualité des ressources documentaires, informatiques, audiovisuelles et matérielles.

Signe qui ne trompe pas, 84 % des bacheliers qui ont répondu à l'enquête et 81 % des diplômés de la maîtrise conseilleraient à une autre personne de fréquenter l'UQAM. ■

COOP
UQAM

Palmarès des ventes 8 au 20 avril 2013

- 1. Les milliardaires: comment les ultra-riches nuisent à l'économie**
Linda McQuaig - Lux
- 2. Man**
Kim Thuy - Libre expression
- 3. Printemps québécois: anthologie**
Collectif - Écosociété
Auteur UQAM
- 4. La bataille de Londres**
Frédéric Bastien - Boréal
- 5. La société des égaux**
Pierre Rosanvallon - Points (Seuil)
- 6. Gouvernance : management totalitaire**
Alain Deneault - Lux
Auteur UQAM
- 7. Guide du mauvais père**
Guy Delisle - Delcourt
- 8. Nous sommes ingouvernables: anarchistes au Québec aujourd'hui**
Collectif - Lux
Auteur UQAM
- 9. Remèdes pour la faim**
Deni Y. Bécharde - Alto
- 10. L'Amérique ou le disparu**
Réal Godbout - La Pastèque
- 11. Un sentiment plus fort que la peur**
Marc Levy - Robert Laffort
- 12. Fin de l'occident, naissance du monde**
Hervé Kempf - Seuil
- 13. Chien de fusil**
Alexie Morin - Quartanier
Auteur UQAM
- 14. La vérité sur l'affaire Harry Quebert**
Joel Dicker - De Fallois
- 15. Démocratie, histoire politique d'un mot**
Francis Dupuis-Déri - Lux
Auteur UQAM
- 16. La désobéissance civile et nous**
Guy Durand - Fides
- 17. Philémon vol. 16: Le train où vont les choses**
Fred - Dargaud
- 18. La première chose qu'on regarde**
Grégoire Delacourt - J.-C. Lattès
- 19. Tous mes amis sont des superhéros**
Andrew Kaufman - Alto
- 20. Carré rouge**
Jacques Nadeau - Fides

Les Auteurs UQAM sont les professeurs, chargés de cours, étudiants, diplômés, ainsi que tous les autres membres de la communauté de l'UQAM.

coopuqam.com

 **TITRES
D'ICI**
www.auteurs.uqam.ca



SPORT ET VILLES

Des chercheurs du Québec, du Canada, de la France et des États-Unis contribuent à nourrir la réflexion sur la façon dont le sport s'intègre ou s'immisce dans les politiques de développement des villes. Comment vit et se construit le sport dans la ville ? Quelles sont ses incidences sur la population et la morphologie d'une métropole ? Ces questions sont abordées dans *Les nouvelles territorialités du sport dans la ville*, publié sous la direction des professeurs Sylvain Lefebvre (Département de géographie), Romain Roul (Université du Québec à Trois-Rivières), et Jean-Pierre Augustin (Université Michel de Montaigne de Bordeaux). Adoptant une approche pluridisciplinaire – géographie, urbanisme, sociologie et histoire –, l'ouvrage expose la manière dont certaines pratiques sportives s'organisent dans la ville, de même que les liens sportifs unissant la ville à des territoires périurbains et ruraux. Il présente également une analyse des nouveaux mécanismes économiques et de gestion mis en place afin de justifier l'utilisation de fonds publics pour l'organisation de manifestations sportives et l'aménagement d'équipements d'accueil. Grâce aux adeptes de sports libres s'appropriant l'espace public et aux méga-événements sportifs agissant comme vecteurs de développement, le sport serait ainsi devenu un « organisateur des territorialités urbaines ». Paru aux Presses de l'Université du Québec. ■



REPENSER LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

À l'ère du terrorisme et de la menace transnationale, quelles stratégies doit-on adopter en temps de guerre et en temps de paix pour obtenir la sécurité ? C'est la question fondamentale à laquelle Charles-Philippe David, titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, tente de répondre dans *La guerre et la paix: approches et enjeux de la sécurité et de la stratégie*. À travers une douzaine de chapitres, l'auteur analyse les concepts de sécurité et d'insécurité internationale sous différents angles: de leurs fondements conceptuels à la stratégie militaire, en passant par la résolution de conflits et la coercition internationale. Le tout est fait en laissant toujours place aux différentes écoles de pensée. Le livre présente aux étudiants ou lecteurs intéressés les bases essentielles des stratégies lors de conflits et en temps de paix. Il comprend une bibliographie exhaustive de quelques 120 pages. « La floraison d'écoles de pensée, anciennes et nouvelles, devra permettre l'énoncé de [...] visions et de stratégies en faveur d'une paix durable – seul concept autour duquel se rallient tous les chercheurs, quelle que soit leur allégeance », écrit l'auteur en guise de conclusion. Publié aux Presses de Sciences Po. ■



SOUFFRIR PAR AMOUR?

L'amour peut-il durer toute une vie ? Quel en est le prix ? Faut-il qu'il y ait une victime, une personne qui se sacrifie pour sauver le couple ? *Les portes closes*, premier roman de la professeure et traductrice primée Lori Saint-Martin, du Département d'études littéraires, se penche sur ces questions. L'auteure met en scène un « vieux » couple formé des peintres Philippe et Catherine. Sous les apparences d'un mariage parfait qui existe depuis 35 ans, se cachent des trahisons, des déceptions, de la haine, des jeux de pouvoir... Artiste célèbre et adulé, Philippe aime séduire les jeunes modèles qu'il peint dans son atelier. « Chaque couple a ses pactes, clairs ou implicites. Le nôtre est plus tordu que la plupart : je ne trompe pas mon mari, il ne me trompe qu'avec ses modèles, et alors une seule fois le tableau terminé, de sorte que ça ne compte pas », dit la douce et taciturne Catherine, qui a mis en veilleuse sa carrière de peintre pour élever leurs trois enfants, dont Philippe ne voulait pas... Lori Saint-Martin, qui a publié en 2011 l'essai *Postures viriles : ce que dit la presse masculine*, livre dans ce roman à deux voix une réflexion sur la vie de couple et sur la complexité de l'amour. Publié chez Boréal. ■

RÉPONDRE AUX BESOINS DES ENFANTS AUTOCHTONES

LE PROGRAMME DE CERTIFICAT EN ÉDUCATION À LA PETITE ENFANCE EST OFFERT POUR LA PREMIÈRE FOIS À DES ÉDUCATRICES EN MILIEU AUTOCHTONE.



Femmes autochtones inscrites au programme de certification en éducation à la petite enfance. | Photo: Ève-Lyne Rondeau

Claude **Gauvreau**

Depuis janvier dernier, 18 femmes provenant de dix communautés autochtones sur le territoire du Québec suivent des cours dans le cadre du programme de certificat en éducation à la petite enfance (volet perfectionnement) de la Faculté des sciences de l'éducation. «C'est la première fois que la faculté offre cette formation, d'une durée de deux ans, à des éducatrices en milieu autochtone», souligne Nathalie Bigras, professeure au Département de didactique et responsable du certificat. Le projet s'est concrétisé grâce à une entente conclue par l'UQAM avec le Conseil en éducation des Premières Nations (CEPN) et la Commission des services sociaux et de la santé des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL).

L'objectif consiste à former des personnes qui pourront répondre aux besoins particuliers des enfants autochtones et de leurs familles. «Les conditions de vie des populations autochtones – pauvreté, violence conjugale, toxicomanie – affectent toutes les dimensions du développement des enfants», note Nathalie Bigras. De 65 à 80 % des enfants, âgés de 0 à 6 ans, auraient des carences sur les plans socio-affectif, psychomoteur, cognitif ou langagier. «On constate

notamment une forte prévalence du syndrome d'alcoolisme fœtal, lequel peut engendrer un déficit d'attention chez les enfants, voire la déficience intellectuelle», observe la professeure.

Accroître les compétences dans le milieu des services de garde est d'autant plus important que près des deux tiers des intervenantes ne possèdent aucune formation spécifique en éducation à la petite enfance. C'est pourquoi le Conseil en éducation des Premières Nations a

qu'elles contribuent à la mise en place de programmes et de services spécialisés. Il s'agit, selon les cas, de sensibiliser la communauté aux besoins particuliers des enfants, de demander des ressources humaines, matérielles et financières supplémentaires, ou encore d'arrimer les services existants. «Les étudiantes sont appelées à être de véritables pivots en jouant un rôle de soutien auprès des familles et, plus largement, de la communauté», dit la chercheuse. Pour les dési-

«LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS AUTOCHTONES – PAUVRETÉ, VIOLENCE CONJUGALE, TOXICOMANIE – AFFECTENT TOUTES LES DIMENSIONS DU DÉVELOPPEMENT DES ENFANTS.»

— Nathalie Bigras, professeure au Département de didactique

fait la promotion du certificat dans les différentes communautés, a recruté les candidates et les a aidées à préparer leur dossier d'admission. «La plupart de nos étudiantes travaillent déjà dans un Centre de la petite enfance, précise Nathalie Bigras. Soucieuses du bien-être des enfants, elles ont soif d'apprendre et sont très engagées envers leur communauté.»

UN RÔLE DE PIVOT

Le programme vise non seulement à outiller les étudiantes pour qu'elles puissent dépister les problèmes affectant le développement des enfants, mais aussi pour

gner, les autochtones utilisent d'ailleurs le terme *accompagnatrice* plutôt que celui d'*éducatrice*.» Pour les Attikamekws, par exemple, une accompagnatrice est une amie qui conseille et à qui on se confie. Pour les Innus, c'est une personne qui donne de la force et du courage.

Les cours sont associés à toutes les composantes du développement des enfants. Certains portent sur le travail collaboratif avec les familles et la communauté en général et d'autres concernent le développement de compétences particulières : habiletés relationnelles, connaissance des besoins et mobilisation

de l'entourage de l'enfant. «Le profil de compétences a été modélisé à l'aide de la symbolique du capteur de rêves, souligne Nathalie Bigras. Constitué d'un entrelacement de branchages, le capteur reconnaît l'approche de concertation communautaire que l'accompagnatrice doit appliquer dans sa pratique professionnelle et permet de représenter les valeurs des autochtones, soit la dignité, le courage, le respect et l'interdépendance.»

DES DÉFIS PÉDAGOGIQUES

Pour être efficace, le programme doit être adapté aux conditions de vie et aux valeurs culturelles des étudiantes, ce qui implique de nombreux défis pédagogiques. «La plupart des cours sont donnés à distance, par visioconférence, pour tenir compte de l'éloignement des étudiantes. Celles-ci ont une connaissance très limitée des technologies de communication et le français ou l'anglais constitue pour elles une langue seconde. Cela exige des professeurs qu'ils sortent de leur zone de confort. Nous devons éviter le jargon universitaire ou les termes trop théoriques et adopter un langage clair en utilisant des images et des exemples concrets pour illustrer notre propos», remarque la chercheuse.

Les professeurs tentent enfin d'intégrer les traditions autochtones ancestrales dans les cours et les travaux. Les étudiantes utilisent spontanément les chants traditionnels, les danses, la musique et les fêtes dans les activités avec les enfants, tout en accordant beaucoup d'importance à l'intégration des grands-parents ou autres aînés, qui jouent un rôle significatif dans l'éducation des tout-petits.

«Nos étudiantes, qui ont entre 40 et 50 ans, ont eu des enfants très jeunes et sont aujourd'hui grand-mères, tient à souligner Nathalie Bigras. Elles doivent concilier les études, le travail et la famille. Leur courage et leur détermination sont particulièrement inspirants.» ■

COMMENTEZ CET ARTICLE ●
uqam.ca/entrevues ●



● UNE UQAMIENNE ● À OXFORD

● PAR LÉTICIA VILLENEUVE



MÉMOIRE REMIS, MISSION ACCOMPLIE!

Ca y est, une étape majeure de mon parcours à Oxford est maintenant derrière moi. J'ai remis mon mémoire en début de semaine dernière. Malgré la pression qui montait à l'approche de la date limite, je me suis surprise à trouver les quelques dernières semaines plutôt agréables. J'attendais avec impatience que la session d'hiver se termine, en mars, pour pouvoir me consacrer à temps plein à la rédaction. La pause entre la fin du *Hillary Term* et la remise du mémoire n'était que de cinq semaines, ce qui est assez court pour compléter un projet de 30 000 mots. C'était tout de même satisfaisant de pouvoir se concentrer uniquement sur le mémoire, comparativement au reste de la dernière année où il fallait aussi jongler avec la charge de travail plutôt exigeante des autres cours du programme.

Un seul obstacle s'est mis en travers de mes longues journées de rédaction : l'heure de fermeture des cafés. Oxford n'est définitivement pas faite pour les oiseaux de nuit. Les cafés des grandes chaînes, en plein centre-ville, ferment leurs portes à 20 h, sauf le vendredi, où ils prolongent leurs heures d'ouverture jusqu'à 20 h 30 pour les couchetard. Même scénario ailleurs en ville, avec les petits cafés indépendants qui ferment vers 18 h ou 19 h. Depuis mon arrivée ici, je me suis souvent demandé ce qui pouvait motiver une fermeture si hâtive. J'ai présentement deux hypothèses. Peut-être que ça s'explique par le fait que, dans une ville à si forte concentration d'étudiants, les propriétaires craignent qu'il n'y ait pas assez de roulement en soirée pour que ce soit rentable (ce dont je doute, étant donné les besoins criants en

caféine à l'approche des dates de remise !). Autrement, peut-être que les cafés ferment aussi tôt pour pousser les gens vers les pubs, qui eux, sonnent déjà le *last call* à 23 h 30 ! Oxford n'est définitivement pas une ville nocturne, au grand dam des étudiants comme moi qui ne sont pas très matinaux et préfèrent travailler tard en soirée.

Qu'à cela ne tienne, j'ai établi mon quartier général de rédaction dans la cuisine, avec quatre de mes colocataires qui étaient dans le même bateau. Avec un groupe de travail motivant, de la persévérance et un peu de café, le tout a été prêt à temps pour la remise à la *Examination School*. J'aurais naturellement bien aimé avoir un peu plus de temps à y consacrer ou, à tout le moins, une session complète de rédaction. Je suis quand même extrêmement satisfaite du travail accompli et, avec un peu de chance, je pourrai poursuivre le tout au doctorat l'an prochain. Pour l'instant, bien que la session vienne officiellement tout juste de commencer, pour moi elle vient de se terminer. Je vais donc prendre une semaine de vacances bien méritée, avant de me remettre au travail pour la dernière étape du parcours de la maîtrise: les quatre examens récapitulatifs qui m'attendent en juin. ■

VÉRITÉ ET RÉCONCILIATION: UN LONG PROCESSUS

LA COMMISSION DE VÉRITÉ ET RÉCONCILIATION DU CANADA, QUI RECUEILLE LES TÉMOIGNAGES DES VICTIMES DES PENSIONNATS AUTOCHTONES, ORGANISAIT UN ÉVÉNEMENT NATIONAL À MONTRÉAL DU 24 AU 27 AVRIL.

Marie-Claude Bourdon

Pendant des décennies, des milliers d'enfants autochtones ont été arrachés à leurs familles pour être placés dans des pensionnats financés par le gouvernement fédéral et tenus par des communautés religieuses. Dans ces établissements, nombre d'entre eux ont subi des sévices physiques et sexuels, en plus d'être dépouillés de leur langue, de leurs traditions et de leur identité. Cette vaste entreprise d'assimilation forcée a connu un échec retentissant, mais ses séquelles se font toujours douloureusement sentir dans les communautés. La Commission de vérité et réconciliation du Canada, qui recueille les témoignages des victimes des pensionnats autochtones, organisait un événement national à Montréal du 24 au 27 avril.



Des enfants autochtones au pensionnat indien catholique de Fort George (Québec), 1939. Source: Archives Deschâtelets.

«Les conséquences des pensionnats sont intergénérationnelles, dit l'anthropologue Laurent Jérôme, un nouveau professeur du Département de sciences des religions. Ce ne sont pas seulement les enfants qui y sont allés qui en souffrent, mais aussi les enfants de ces enfants.»

C'est dans la foulée du plus important recours collectif de l'histoire du pays, intenté par d'anciens élèves des pensionnats, que la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens a été adoptée en 2007. En plus de compensations financières, celle-ci prévoit la création de la Commission.

Selon Laurent Jérôme, les indemnités qui ont été versées aux victimes et les excuses prononcées par Stephen Harper en 2008 ne suffisent pas à panser les plaies des autochtones. «C'est sûr qu'il y a eu des compensations financières, mais on voit bien que ça ne règle pas tout. Quand on discute avec eux, les autochtones disent qu'ils ne guériront jamais de ce qui s'est passé dans les pensionnats, qu'ils peuvent seulement cheminer vers un mieux-être.»

Pour l'anthropologue, ce cheminement passe, entre autres, par la Commission de vérité et de réconciliation. «L'objectif de la Commission est de recueillir des témoignages, mais aussi de sensibiliser la population générale, peu au courant de ce qui s'est passé.»

La Commission, qui a commencé ses travaux en 2009, a déjà tenu des activités nationales à Winnipeg, à Inuvik, dans les Territoires du Nord-Ouest, à Halifax et à Saskatoon. Au Québec, des événements régionaux ont eu lieu cet

suite en P15 ►

DES JEUX VIDÉO INTELLIGENTS

ÉRIC BEAUDRY, PROFESSEUR AU DÉPARTEMENT D'INFORMATIQUE, TRAVAILLE À L'ÉLABORATION DE PROGRAMMES CAPABLES D'ENSEIGNER PAR LE JEU, EN S'ADAPTANT AUX FORCES ET AUX FAIBLESSES DU JOUEUR.



Photo: istockphoto.com

Benjamin Tanguay

Le pilote est fin prêt et sa stratégie, presque parfaite. Nerveusement, il balaie une dernière fois l'écran des yeux. «Allons, marmonne-t-il à mi-voix, ma couverture radar est presque parfaite. Je bombarde tranquillement ma cible et tant qu'il n'y a pas de chasseurs dans mon angle mort, je rentre à la maison sans problème.» Il amorce sa manœuvre, enclenche les missiles, vise... puis l'improbable s'abat sur lui. La zone non couverte par son radar crache les chasseurs ennemis. «Merde.» Le cockpit s'illumine un instant d'une foule de voyants rouges, puis plus rien. *Game Over.* Dans son simulateur, le soldat peste contre l'intelligence machiavélique de ce jeu d'entraînement qui semble méthodiquement punir chacune de ses mauvaises habitudes.

Science-fiction? C'est le genre de logiciels qu'Éric Beaudry cherche à concevoir. Ce professeur au Département d'informatique développe des algorithmes permettant à un programme de prendre

des décisions, la base de l'intelligence en informatique. «Pour avoir un programme intelligent, il faut qu'il puisse prendre ses décisions par lui-même», martèle le professeur. Robotique, défense ou exploration spatiale, ces programmes autonomes ont une grande utilité dans de multiples domaines. Mais les visées d'Éric Beaudry sont plus terre-à-terre: il cherche à créer des jeux vidéo intelligents.

«NOTRE BUT EST DE DÉVELOPPER DES ALGORITHMES DE PLANIFICATION CAPABLES DE GÉNÉRER DES SCÉNARIOS POUR QU'UN JOUEUR PUISSE APPRENDRE DES CONCEPTS IMPORTANTS ET CONSERVE SA MOTIVATION.»

— Éric Beaudry, professeur au Département d'informatique

Le professeur est particulièrement intéressé par les jeux sérieux. Dans ce type de jeux, le divertissement est secondaire par rapport à des objectifs pédagogiques, idéologiques ou de marketing. On pense à des programmes comme *Mécanika*, créé pour que des étudiants du secondaire acquièrent un sens intuitif

de la mécanique, ou *America's army*, un titre développé à grands frais pour promouvoir l'enrôlement dans l'armée américaine.

UN ENNEMI QUI VOUS VEUT DU BIEN

«Notre but est de développer des algorithmes de planification capables de générer des scénarios pour qu'un joueur puisse apprendre des concepts importants et conserve sa motivation», explique Éric

Beaudry. Contrairement à un jeu ou à un tutoriel classique où l'ensemble du parcours est écrit à l'avance, le jeu intelligent détermine à quel moment enseigner quoi à ses utilisateurs.

Un peu comme un tuteur s'attendant à corriger les lacunes d'un étudiant, les jeux sérieux aux visées

pédagogiques seraient plus efficaces quand ils ciblent les faiblesses des joueurs, croit Éric Beaudry. «Le logiciel doit estimer ce que le joueur a appris et son niveau de motivation, décrit le professeur. Une fois que c'est fait, l'intelligence artificielle oriente le jeu de façon à amener le joueur vers certaines situations.» Bien que le concept semble relativement simple, son exécution place le logiciel sur la corde raide: le scénario généré doit comporter suffisamment d'épreuves difficiles pour que le joueur assimile les éléments à maîtriser sans toutefois être impitoyable au point de le décourager. Pour créer un modèle permettant d'estimer motivation et apprentissages, Éric Beaudry travaille en collaboration avec une étudiante au doctorat en sciences cognitives.

UN MOYEN, PAS UNE FIN

Déjà, le professeur a commencé la programmation d'une intelligence artificielle capable d'assumer le rôle de «meilleur ennemi». «Mais, évidemment, il faut un jeu sérieux comme banc d'essai», lance-t-il. Avec une équipe de cinq étudiants, Éric Beaudry a pour projet de créer un jeu simulant le travail de courtier immobilier. «Le joueur devra apprendre à négocier pour obtenir le contrat de vente de maisons, à bien estimer leur prix, à distinguer les acheteurs sérieux des autres. Le but est de pouvoir apprendre grâce au jeu les étapes requises pour vendre ou acheter une maison.» Le joueur sera en compétition avec plusieurs autres agents, tous contrôlés par une intelligence artificielle en mesure d'orienter le scénario.

«Nous voulons savoir si l'ajout de l'intelligence artificielle favorise réellement les apprentissages du joueur, affirme Éric Beaudry. Pour valider nos algorithmes, nous avons besoin non seulement d'un jeu, mais aussi de joueurs.» Le professeur compte recruter plusieurs sujets et tester son jeu avec et sans intelligence artificielle. «Notre but, rappelle-t-il, n'est pas de concevoir un jeu, mais plutôt des algorithmes et des approches. Notre finalité, dans tout ça, c'est la science.» ■

COMMENTEZ CET ARTICLE ●
uqam.ca/entrevues ●

SPÉCIAL
ACFAS
[08-11]

NOS CHERCHEURS À L'ACFAS

DE NOMBREUX CHERCHEURS DE L'UQAM - PROFESSEURS, CHARGÉS DE COURS ET ÉTUDIANTS - PARTICIPENT AU CONGRÈS DE L'ASSOCIATION FRANCOPHONE POUR LE SAVOIR (ACFAS), QUI SE TIENT CETTE ANNÉE À L'UNIVERSITÉ LAVAL DU 6 AU 10 MAI. PLACÉE SOUS LE PATRONAGE DE L'UNESCO, CETTE 81^e ÉDITION A POUR THÈME «SAVOIRS SANS FRONTIÈRES». PRÈS DE 6 000 SCIENTIFIQUES, DONT 500 CHERCHEURS ÉTRANGERS ISSUS D'UNE QUARANTAINE DE PAYS, SE RÉUNIRONT À QUÉBEC POUR L'OCCASION. PARMI LES 205 COLLOQUES PRÉSENTÉS LORS DE CET ÉVÉNEMENT, EN VOICI QUELQUES-UNS ORGANISÉS PAR DES UQAMIENS DANS DIVERS DOMAINES DE LA CONNAISSANCE.



Une caricature de Joseph-Israël Tarte, ministre des Travaux publics dans le gouvernement de Sir Wilfrid Laurier, exécutée par Henri Julien (1852-1908) en 1899. Reproduction photographique tirée de l'*Album*, 1916.

ART SATIRIQUE

Un séminaire tenu à l'UQAM à l'automne 2011 est à l'origine du colloque intitulé *La satire dans les arts visuels: questions de recherche actuelle* (8 et 9 mai). Lui-même spécialiste de la caricature, le professeur Dominic Hardy, du Département d'histoire de l'art, avait convié ses étudiants à formuler des questions de recherche sur la satire dans les arts visuels à travers l'histoire. «Les résultats de ce séminaire ont été d'une telle richesse que je me suis dit qu'il fallait absolument leur trouver une tribune publique, d'où l'idée de ce colloque», explique le coresponsable de l'événement.

L'appel pour le colloque a été élargi à tous les chercheurs intéressés par les manifestations historiques et contemporaines de la satire dans les arts visuels. «Nous avons reçu tellement de propositions qu'il a fallu en refuser de très bonnes», dit le professeur. Le colloque offrira un éventail varié de thématiques avec des conférences sur la satire au Bas-Canada après la Conquête, sur le personnage de M. Calicot, archétype du jeune commis marchand prétentieux dans le Paris du XIX^e siècle ou sur le travail du caricaturiste québécois Robert La Palme, dans les années 1940. Il fera voyager, avec une présentation sur la satire dans les pays du bloc de l'Est au temps de la domination soviétique et une autre sur l'art satirique en Chine contemporaine. D'autres conférences exploreront les liens entre satire et féminisme, ou satire et érotisme. Il y aura même une présentation sur les caricatures de Stephen Harper et de son amour pour la reine!

«Le colloque sera aussi l'occasion de s'interroger sur la façon d'aborder la satire dans les arts visuels», mentionne Dominic Hardy, soulignant que plusieurs concepts qui servent à étudier la satire viennent du domaine de la littérature. Les liens qui unissent les œuvres à leur contexte de production, de même que leur circulation et les effets que celles-ci peuvent avoir sur le monde de l'art ne sont que quelques exemples des multiples aspects de l'art satirique qui seront touchés lors de ce colloque.

LES DÉFIS DE L'ÉVALUATION

Quelles sont les bonnes pratiques d'évaluation? Comment faire pour bien communiquer leurs résultats? Ces questions seront au centre des discussions lors du colloque *La communication des résultats d'évaluation* (7 et 8 mai), dont l'un des coresponsables est le professeur Pascal Ndinga, du Département d'éducation et pédagogie.

«Qu'il s'agisse d'évaluer des apprentissages, des compétences, des programmes ou du personnel, la communication des résultats constitue un défi récurrent et multiforme qui se manifeste à travers divers objets d'étude - la forme d'un bulletin scolaire, le développement d'outils de mesure, l'élaboration d'un jugement professionnel ou l'établissement de seuils de passage», observe le chercheur. Il existe trois grands types d'évaluation: diagnostique, formative et certificative. La première se fait toujours en amont du processus d'évaluation. La seconde permet d'ajuster le tir aux différentes étapes du processus, tandis que la troisième sert à porter un jugement global, comme dans le cas d'un bulletin scolaire.

Depuis l'implantation de la réforme pédagogique au Québec, les pratiques d'évaluation sont au cœur des préoccupations des enseignants, surtout que les changements dans ce domaine ont été nombreux. On est ainsi passé d'un bulletin descriptif à un bulletin chiffré et, depuis 2011, à un bulletin unique. «La structure de base de ce bulletin, toujours à un stade d'expérimentation, est la même pour toutes les commissions scolaires. Celles-ci disposent cependant d'une certaine marge de manœuvre pour l'adapter aux particularités de leurs élèves», note Pascal Ndinga. L'approche basée sur les fameuses compétences continue, quant à elle, de soulever des difficultés particulières. «On ne peut pas évaluer les compétences des élèves de la même façon que leurs connaissances disciplinaires, en français, en mathématiques ou en histoire, souligne le professeur. Le jugement de l'enseignant doit reposer sur une grille d'évaluation qualitative ou argumentative. Chose certaine, plusieurs enseignants éprouvent le besoin d'avoir des outils adéquats autant pour évaluer les compétences que pour informer les élèves et leurs parents des résultats.»



Maison abandonnée à Détroit. | Photo: istockphoto.com

Vahram Aghasyan, *Ghost City*, 2005-2007.

COMPRENDRE LE SOCIAL PAR L'IMAGE

De plus en plus de sociologues travaillent sur des images – photos, films, vidéos –, analysant ainsi le social à partir de données visuelles. Le colloque international *Récits d'images. Explorer le social par les artefacts visuels* (6 et 7 mai) se penchera sur la sociologie visuelle, un courant de recherche issu du croisement de l'anthropologie culturelle, de la photographie documentaire et de préoccupations proprement sociales. «La sociologie visuelle est née aux États-Unis, à la suite du krach boursier de 1929. Des sociologues se sont demandé comment témoigner de la misère générée par la grande dépression. Certains se sont emparés de leur appareil photo pour documenter cette réalité sociale», explique Magali Uhl, professeure au Département de sociologie et coresponsable du colloque avec son étudiante au doctorat Estelle Grandbois-Bernard.

La sociologie visuelle comporte deux approches complémentaires : soit les chercheurs travaillent avec des images qu'ils ont produites eux-mêmes, soit ils analysent les représentations sociales véhiculées

par les images que produit la société. «Dans le premier cas, les images sont un instrument de recherche. Dans le second, elles sont un objet d'étude», précise Magali Uhl. Le plus difficile pour le sociologue est de construire un récit analytique à travers le montage des images. Quel rapport établir entre le récit textuel et le récit iconologique ? Comment écrit-on visuellement ? Ces questions seront abordées lors du colloque.»

La professeure et son étudiante présenteront une affiche sur les quartiers abandonnés dans certaines grandes villes – Détroit, la Nouvelle-Orléans, Fukushima – frappées de plein fouet par la crise économique ou par une catastrophe naturelle. Dans un autre atelier, on discutera de l'appréhension artistique de la réalité sociale et politique au moyen d'œuvres vidéographiques. Deux installations vidéo y seront présentées, l'une portant sur les meurtres de plus de 300 femmes dans la ville de Ciudad Juarez, au Mexique, l'autre abordant le déplacement forcé de populations entières en Colombie.

CONFLITS DANS LE MONDE ET INFORMATION



Une étudiante égyptienne peint le logo de Facebook sur une murale commémorant le soulèvement contre Moubarak. | Photo: Canadian Press

À l'ère des technologies émergentes, des médias sociaux et du journalisme-citoyen, comment se porte la qualité de l'information? La diversification des sources a-t-elle un impact sur l'information? Quels sont les liens entre les médias sociaux et les médias traditionnels? Dans le cadre du colloque *Communication internationale et conflits dans le monde à l'ère des technologies émergentes* (7 et 8 mai), ces questions seront abordées sous l'angle de la communication en situation de conflits et de crise, annonce le professeur Christian Agbobli, du Département de communication sociale et publique, l'un des responsables du colloque aux côtés du professeur associé Jean-Jacques Bogui, du même département. «Les médias sociaux ont joué un grand rôle dans les événements du printemps arabe et lors des dernières élections au Mexique, en Côte-d'Ivoire ou au Kenya, souligne le chercheur. Ils servent autant de moyen de transmission de l'information que de moyen de diffusion de la propagande.»

Organisé par le *Groupe d'études et de recherches axées sur la communication internationale et interculturelle* (GERACII), le colloque se penchera notamment sur la portée réelle des médias sociaux dans la conquête de la démocratie. «À la lumière de la situation actuelle au Maghreb, peut-on parler d'un véritable pas franchi vers la démocratie?» Le colloque abordera également les nouvelles formes de manipulations médiatiques. «Les médias sociaux reflètent en quelque sorte ce que l'on voyait auparavant comme propagande dans les médias traditionnels, observe Christian Agbobli. Après avoir cru naïvement que les médias sociaux allaient révolutionner l'information et faire contrepoids aux grands conglomérats de presse, nous vivons maintenant à l'ère où le risque de manipulation et de mensonge, dans les médias sociaux, est multiplié.»



Photo: istockphoto.com

UN MILIEU HUMIDE, COMBIEN ÇA VAUT?

Mettre un prix sur des choses qui ne se vendent pas et ne s'achètent pas – la préservation d'un boisé, d'un milieu humide ou d'un bassin versant – peut paraître ridicule ou même choquant aux yeux de certains. Pourtant, «la monétarisation des actifs naturels non marchands suscite un intérêt de plus en plus marqué à des fins de gestion ou d'aide à la décision, dans les organismes publics, mais aussi dans le secteur privé», observe le professeur Jean-Pierre Reveret, de l'École des sciences de la gestion, coresponsable de l'organisation du colloque *L'économie de la biodiversité et des services rendus par les écosystèmes* (9 et 10 mai). L'exercice, souligne-t-il, a pour avantage «de faire passer la question de la biodiversité du domaine scientifique au domaine économique et politique».

Le colloque sera l'occasion, pour les chercheurs et décideurs qui s'y intéressent, de discuter des forces et des faiblesses des outils développés pour évaluer la valeur monétaire des écosystèmes. Mais il permettra aussi d'aborder les enjeux philosophiques et éthiques reliés à l'utilisation de ces outils. «Pour certains acteurs, donner une valeur économique à un actif naturel correspond à une marchandisation de la nature», note le professeur.

Pour Jean-Pierre Reveret, «il est évident qu'il n'est pas nécessaire de mettre un prix sur le harfang des neiges ou sur le panda pour décider de les protéger». La valeur symbolique de ces espèces suffit. Dans d'autres cas, par contre, les techniques d'évaluation monétaire des biens naturels peuvent grandement faciliter la prise de décision. «La valeur économique ne remplace pas les autres valeurs, qu'elles soient esthétiques ou spirituelles, mais cela complète la lecture qu'on peut faire d'une situation, dit le chercheur. L'exemple le plus souvent cité est celui du bassin versant des Catskills, qui alimente la ville de New York en eau potable. On a calculé qu'il coûtait moins cher de protéger ce bassin versant – ce qui impliquait de changer les pratiques agricoles – que de construire une nouvelle usine d'épuration.»

INDIVIDUS SOUS SURVEILLANCE

Les applications mobiles de géolocalisation, la production exponentielle de données numériques (Big Data), le monitoring électronique des performances au travail et le profilage marketing sur Internet font partie des phénomènes qui seront au menu du colloque *Technologies de l'information et surveillance au quotidien* (7 mai), organisé par les professeurs André Mondoux et Marc Ménard, de l'École des médias, et Maude Bonenfant, du Département de communication sociale et publique. «Depuis les années 90, plusieurs chercheurs s'intéressent à l'essor des technologies d'information numériques – Web 2.0, téléphones intelligents, médias sociaux – et aux problématiques de surveillance et de contrôle qui lui sont associées, souligne André Mondoux. Cet intérêt a même favorisé l'émergence d'un champ de recherches baptisé Surveillance Studies, à l'Université Queen's, de Kingston».

Selon le chercheur, cette surveillance est banalisée dans la mesure où elle se manifeste au quotidien et s'inscrit dans les liens sociaux eux-mêmes. «Sur Facebook, nombreux sont les individus qui



Photo: istockphoto.com

LA RÉVOLUTION MINIÈRE

«Plus de ressources. D'autres ressources. Exploitées de manière plus responsable.» En trois courtes affirmations, Michel Jebrak, professeur au Département des sciences de la Terre et de l'atmosphère et coresponsable du colloque *Les ressources minérales de demain : comment les découvrir* (10 mai), résume ce qu'il qualifie de révolution des ressources. Sur fond de grands débats politiques à propos du Plan Nord et des redevances minières, ce colloque organisé par le réseau Diversification de l'exploration minérale au Québec (DIVEX) se veut un lieu de réflexions scientifiques libres de tout biais idéologique à propos de cette révolution. «Le colloque portera sur l'exploration minière, dans ses aspects technologiques et de responsabilité sociale, explique Michel Jebrak. Le but est de former de meilleurs entrepreneurs, en utilisant non seulement les meilleures technologies possible, mais aussi des approches plus humaines.»

Pour Michel Jebrak, exploiter les ressources différemment, cela peut vouloir dire qu'on tentera de minimiser les effets des mines sur les territoires qu'elles occupent, en octroyant notamment une partie des redevances aux personnes qui y vivent. «Dans le voisinage des communautés autochtones, il s'est développé, en marge du droit, des pratiques usuelles qui pourraient être reprises avec des populations non autochtones, commente le professeur. Les personnes affectées par l'exploitation minière veulent avoir plus d'instruments de gestion.»

L'autre grand pan de la révolution minière, c'est la quantité et le nombre de ressources différentes dont les industries ont besoin pour fonctionner, des ressources qui, dans bien des cas, étaient à peine exploitées il y a 10 ans. Le lithium, aujourd'hui utilisé à grande échelle dans la fabrication de piles, est un bon exemple de ces «nouvelles» ressources exploitables: il y a quelques années, la substance n'était utilisée que dans certains médicaments. «On n'avait besoin que de quelques cuillers à café», caricature Michel Jebrak. «La manière dont on fait de l'exploration et de l'exploitation change parce que les besoins en termes de matières évoluent aussi.»

révèlent publiquement des détails sur leur vie personnelle. Tout se passe comme si les usagers exerçaient entre eux une surveillance latérale. Être dans un rapport d'amitié consiste-t-il à dire aux autres ce que l'on pense, ce que l'on fait et où l'on se trouve en temps réel ?», demande André Mondoux, qui attribue ce phénomène à l'hyperindividualisation. «Dans un monde marqué par la perte de transcendance et l'effondrement des grands récits idéologiques et politiques d'émancipation, le je existe par et pour lui-même.»

Cela dit, tout n'est pas noir dans le merveilleux monde des technologies numériques. Le chercheur reconnaît que les médias numériques, peu coûteux et accessibles, s'avèrent aussi de formidables outils d'information et de mobilisation pour les mouvements sociaux ayant des difficultés à se faire voir et entendre sur la place publique. «Il y a toujours des points de fuite ou de résistance, dit-il. Les printemps arabe et érable de 2011 et 2012 l'ont bien montré, chacun à leur façon.»

L'IMPORTANCE DE LA RECHERCHE-ACTION EN DROITS HUMAINS

Sous la responsabilité des professeurs Bernard Duhaime et Mirja Trilsch, du Département des sciences juridiques, le colloque *Recherche-action, droits humains et mondialisation: l'expérience des cliniques juridiques universitaires* (10 mai) rassemble, pour la première fois, les cliniques juridiques des universités québécoises et canadiennes (UQAM, Université Laval, Université York, Université McGill, entre autres) qui ont un volet international. «Le colloque est l'occasion de partager nos différentes méthodes et connaissances dans un esprit collégial», explique Bernard Duhaime, fondateur en 2005 de la Clinique internationale de défense des droits humains de l'UQAM (CIDDHU). Cette dernière regroupe des étudiants qui, sous la supervision de professeurs avocats, travaillent sur de véritables dossiers de défense des droits humains en collaboration avec des organisations partenaires à travers le monde.

Le premier panel, sous l'égide de la directrice de la CIDDHU, Mirja Trilsch, abordera les aspects méthodologiques et pédagogiques

des cliniques. Michelle Langlois, diplômée du BRIDI et du baccalauréat en droit, aussi fondatrice d'une clinique juridique en Thaïlande, prononcera une conférence sur l'initiation à la recherche en clinique juridique. Le deuxième volet du colloque portera quant à lui sur les enjeux et les champs d'intervention de la recherche-action. Bernard Duhaime présentera les résultats du procès dans l'affaire *Nadège Dorzema et autres contre la République Dominicaine*, mieux connu sous le nom de «massacre de Guayubin». Le procès, qui s'est conclu en octobre dernier à la Cour interaméricaine des droits de l'homme, a établi entre autres la responsabilité de l'État dominicain dans l'attaque meurtrière et l'expulsion forcée et arbitraire d'une trentaine de migrants haïtiens en juin 2000. «La conférence vise à expliquer comment nous nous sommes préparés pour défendre une telle cause et quels ont été les arguments que nous avons présentés», résume le professeur. Selon Bernard Duhaime, le procès a amené de nombreux changements en droit, en particulier en droit des migrants. «La cause a fait jurisprudence.»

MIEUX PROTÉGER ET FORMER LES TRAVAILLEURS IMMIGRANTS



Photo: istockphoto.com

L'immigration au Québec contribue de manière notable à gonfler les rangs des travailleurs québécois en palliant notamment le manque de main-d'œuvre dans les secteurs moins attrayants et souvent les plus à risque d'accidents de travail. À Montréal, la CSST estime qu'un travailleur sur deux qui dépose une demande de réclamation provient de l'immigration. «Il y a une méconnaissance des lois en vigueur chez les

travailleurs immigrants ainsi que des problèmes de reconnaissance des droits des victimes de lésions et d'accès à l'indemnisation», note Sylvie Gravel, professeure au Département d'organisation et ressources humaines et coresponsable du colloque *Travailleurs immigrants et santé au travail: de la prévention à la réadaptation* (7 mai).

Les travailleurs immigrants se divisent en trois catégories : les travailleurs immigrants résidents, les travailleurs étrangers temporaires et ceux à statut précaire (revendicateurs du statut de réfugié et réfugiés). Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les travailleurs résidents issus de l'immigration ne sont pas toujours les mieux protégés. Les travailleurs étrangers temporaires, souvent peu qualifiés, que l'on retrouve dans les entreprises agricoles l'été ou en période de pointe de production sont mieux encadrés par des normes. Quant aux revendicateurs du statut de réfugiés et aux réfugiés, «de par leur statut, ils ont des liens d'emploi précaires et il en va ainsi de leur protection en matière de santé et sécurité au travail», note Sylvie Gravel. De la prévention des accidents professionnels à la réadaptation médicale, sociale ou professionnelle, les défis sont immenses.

Organisé par l'équipe de recherche Migration et ethnicité dans les interventions en santé et en services sociaux (METISS) du CSSS de la Montagne, le colloque a pour objectif de regrouper les spécialistes intéressés par ces questions. «Beaucoup de recherches portent sur la santé des immigrants, mais peu sur la santé et la sécurité au travail», remarque celle qui est une des pionnières dans le domaine.

MINORITÉS SEXUELLES ET FAMILLE

Alors qu'en France, les questions juridiques liées à la reconnaissance des couples de lesbiennes, gais, bisexuels et transsexuels (LGBT) font encore l'objet de débats houleux, au Québec, ces enjeux ont pratiquement été réglés en 2002 avec l'adoption de la loi 84. Pour Danielle Julien, professeure au Département de psychologie, même si la discrimination juridique a pris fin, l'homophobie persiste sous certaines formes. C'est principalement sur cet enjeu que portera le colloque *Regards croisés sur les familles issues de la diversité sexuelle: enjeux scientifiques, sociaux et juridiques* (9 et 10 mai), dont elle est coresponsable.

Axé notamment sur le sort de l'enfant élevé par des parents LGBT, «ce colloque touche non seulement l'homoparentalité, mais aussi les parents transsexuels», explique la professeure. Il ne s'agit plus de se demander si les enfants issus de couples homosexuels ou transsexuels souffrent de «carences parentales», une hypothèse réfutée à maintes reprises, mais plutôt de cerner l'impact des contextes homophobes sur le bien-être des enfants. «Stigmatisés à l'école en raison de la sexualité des parents, les enfants provenant d'unions homosexuelles ou transsexuelles ont davantage de pro-

blèmes de comportement, affirme Danielle Julien. Toute déviation du genre est fortement contrôlée par les jeunes dans les cours d'école.»

Le colloque s'attardera aussi au sort du troisième parent, que ce soit le donneur de gamètes pour un couple de femmes, la mère porteuse pour un couple d'hommes, ou encore, plus généralement, les parents biologiques d'un enfant adopté. «Ces questions touchent particulièrement les familles issues de minorités sexuelles parce que leur mode d'accès à la famille passe nécessairement par l'adoption ou par la procréation assistée», commente Danielle Julien.

Plusieurs chercheurs invités de Belgique, de Suisse et de France permettront en plus de donner une perspective internationale à ces thématiques. «Il existe une grande quantité de recherches sur les minorités sexuelles et les réseaux de chercheurs se multiplient, souligne la professeure. Les questions se posent différemment d'un pays à l'autre.»

JOSEPH-YVON THÉRIAULT HONORÉ

Joseph-Yvon Thériault, professeur au Département de sociologie et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie, est le lauréat 2013 du Prix du Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF). Chaque année, ce prix reconnaît les mérites d'un chercheur ou d'un auteur remarquable dont les travaux ont porté sur l'une ou l'autre des multiples dimensions du Canada français. Professeur à l'UQAM depuis 2008, Joseph-Yvon Thériault effectue des recherches sur les rapports entre les identités collectives et la démocratie dans une perspective d'histoire des idées. Il s'intéresse à l'analyse comparative des petites sociétés, en particulier les sociétés francophones minoritaires du Canada (Acadie, Québec).

PRÈS DE 750 000 \$ EN BOURSES DU MITACS

L'École de design et Mitacs, une organisation nationale de recherche à but non lucratif, ont signé un accord-cadre d'une durée de cinq ans qui prévoit la remise de près de 750 000 \$ en bourses aux étudiants du Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en design d'équipements de transport, un programme qui vise à former des concepteurs d'objets ou de systèmes favorisant la mobilité des individus et des marchandises. Le partenariat, mis en place grâce au programme Mitacs-Accélération Québec, permettra chaque année jusqu'à 10 finissants du DESS d'obtenir le financement nécessaire pour compléter un stage de quatre mois au sein d'une entreprise. Une somme pouvant atteindre jusqu'à 15 000 \$, dont une bourse minimale de 10 000 \$ remise directement à l'étudiant, sera attribuée pour la réalisation d'un projet dans le domaine du design de transport.

DÉFI COURT-CIRCUIT

Plusieurs employés et étudiants ont participé, du 9 au 11 avril dernier, à la première édition du Défi court-circuit, une chasse au trésor interdépartementale à la Faculté des sciences. Organisé en collaboration avec le Centre sportif, l'événement est né de l'initiative de deux étudiants au baccalauréat d'intervention en activité physique, **Sébastien Fournier** et **Bird-Smith Chittaphone**, du professeur **Alain-Steve Comtois** et de la chargée de cours **Andrée-Anne Parent**, du Département de kinanthropologie. Au cours des trois jours du défi, les participants ont parcouru les escaliers des pavillons Sherbrooke (SH), Président-Kennedy (PK) et Sciences biologiques (SB) en quête des codes QR qui y étaient dispersés. En les numérisant, ils découvraient les indices menant au code suivant. Tout au long de l'exercice, un podomètre comptabilisait le nombre de pas effectués par chaque équipe. Pour avoir enregistré la plus grande participation à l'événement, le Département des sciences biologiques a obtenu le certificat Or, suivi par le Département de kinanthropologie (argent) et le Département d'informatique (bronze).



YVES PRAIRIE, PRÉSIDENT DE LA SIL

Yves Prairie, professeur au Département des sciences biologiques et titulaire de la Chaire UNESCO en changements environnementaux à l'échelle du globe, a été élu président de la Société internationale de limnologie (SIL). Il entrera en fonction en août prochain, dans le cadre du prochain congrès de la SIL, pour un premier mandat de trois ans. Fondée en 1922, la Société internationale de limnologie regroupe des scientifiques qui s'intéressent aux aspects physiques, chimiques et biologiques des eaux continentales (lacs et rivières). La société compte plus de 2 000 membres provenant de près de 75 pays. Spécialiste de l'étude du cycle du carbone dans les lacs et de l'eutrophisation ("asphyxie" des eaux), Yves Prairie étudie entre autres les manières dont le carbone se transforme dans les lacs et comment il se décompose dans les sols récemment inondés (réservoirs hydroélectriques). Membre fondateur du Groupe de recherche interuniversitaire en limnologie et en environnement aquatique (GRIL), le professeur a aussi été président du comité organisateur du 30^e congrès de la SIL qui a eu lieu à Montréal, en 2007.

SIX UQAMIENS RELÈVENT LE DÉFI TÊTES RASÉES 2013



Catherine Signori, commis au service à la clientèle au SITEL, Claire Bouchard, responsable de l'information au SEUQAM, Lucie Drouin, commis au Registrariat, Charles Cardinal, bibliothécaire au CRISE, Gérard Lamoureux, préposé à la Reprographie, et Sylvain Le May, conseiller à l'accueil et à l'intégration aux Services à la vie étudiante. | Photo: Nathalie St-Pierre

Six personnes ont relevé le Défi têtes rasées, le 16 avril dernier, lequel consistait à se raser la tête dans le but de recueillir des dons pour les enfants souffrant du cancer. Les dons sont acceptés jusqu'au 30 avril sur le site Web du Défi têtes rasées SEUQAM, dont l'objectif est de recueillir 10 000 \$. Les participants de l'édition 2013 étaient **Claire Bouchard**, conseillère en relations de presse au Service des communications et responsable de l'information au SEUQAM; **Charles Cardinal**, bibliothécaire au Centre de recherche et d'intervention sur le suicide et l'euthanasie (CRISE); **Lucie Drouin**, commis au Registrariat; **Gérard Lamoureux**, préposé à la Reprographie et directeur sortant du Groupe métiers et services au SEUQAM; **Sylvain Le May**, conseiller à l'accueil et intégration aux Services à la vie étudiante; **Catherine Signori**, commis au service à la clientèle au Service de l'information et des télécommunications (SITEL). L'événement a été organisé pour une quatrième année consécutive par le SEUQAM, en collaboration avec l'association Leucan, qui vient en aide aux enfants atteints de cancer et à leurs parents.

LES EMPLOIS DE L'IMMOBILIER EN VIDÉO

La Chaire Ivanhoé Cambridge d'immobilier de l'ESG UQAM et BOMA Québec (le plus grand regroupement de propriétaires et de gestionnaires d'immeubles commerciaux de la province) ont lancé conjointement six capsules vidéo portant sur les emplois en gestion immobilière lors d'un événement de réseautage entre étudiants et professionnels du domaine qui se déroulait au Centre CDP Capital, le 10 avril dernier. Les vidéos présentent les postes de gestionnaire en services techniques et efficacité énergétique de bâtiment, de courtier, de juriste, d'expert en financement, d'évaluateur et d'expert en investissement, tous des emplois reliés au domaine de l'immobilier commercial. Une nouvelle série de vidéos et la création d'un programme de stages dans le domaine de l'immobilier sont prévus prochainement. Les capsules sont disponibles sur le site de la Chaire Ivanhoé Cambridge.

SEMAINE CITOYENNETÉ ET HANDICAP

Quelque 160 personnes ont participé aux diverses activités - colloques, conférences, ateliers de discussion - tenues dans le cadre de la troisième édition de la Semaine citoyenneté et handicap, qui s'est déroulée à l'UQAM du 2 au 5 avril dernier. L'objectif ? Établir des ponts entre la communauté universitaire et les personnes handicapées. L'événement était organisé par l'Institut Santé et société, en collaboration avec le Service d'accueil et de soutien aux étudiants en situation de handicap et divers partenaires tels que le Réseau international sur le processus de production du handicap (RIPPH) et Ex aequo. Les conférences et ateliers visaient notamment à sensibiliser la communauté universitaire et les Montréalais aux problèmes auxquels sont confrontées les personnes en situation de handicap. Cinq thématiques, chacune renvoyant à une catégorie de droits, ont été abordées : droits politiques, droit à la sexualité, droit à l'éducation, droit à l'art et à la culture et droits universels relatifs à la Convention de l'ONU. L'édition 2013 de la Semaine citoyenneté et handicap a également servi d'amorce à une réflexion sur la création, à l'UQAM, d'un éventuel programme d'études internationales sur le handicap. **Mireille Tremblay**, directrice de l'Institut Santé et société, **Sylvain Le May**, conseiller à l'accueil et à l'intégration des Services à la vie étudiante, **Monique Brodeur**, doyenne de la Faculté des sciences de l'éducation, ainsi que plusieurs professeurs comptaient parmi les intervenants.

HUGO CYR REÇOIT LA MÉDAILLE DU JUBILÉ

Pour les compétences avec lesquelles il exerce ses fonctions de professeur, **Hugo Cyr**, du Département des sciences juridiques, a reçu la Médaille du jubilé de diamant de la reine Elizabeth II. Cette distinction - près de 60 000 canadiens la recevront cette année - est décernée à des citoyens qui ont apporté une contribution significative à leur communauté et leur pays. La médaille lui a été remise par l'honorable Pierre Duchesne, Lieutenant-gouverneur du Québec. Lauréat 2011 d'un Prix d'excellence en enseignement de l'UQAM, Hugo Cyr est reconnu pour ses séminaires offerts dès le baccalauréat, où les étudiants sont amenés à partager leurs réflexions et commentaires sur des textes vus en classe. Son approche consiste notamment à mieux leur faire comprendre les approches théoriques du droit en leur présentant des films, des chansons ou des œuvres d'art.

JOSÉE S. LAFOND ET STÉPHANE PALLAGE NOMMÉS DOYENS

Lors de sa séance du 23 avril dernier, le Conseil d'administration de l'UQAM a nommé Josée S. Lafond à titre de doyenne de la Faculté des sciences humaines et Stéphane Pallage à titre de doyen de l'École des sciences de la gestion. Succédant respectivement à Anne Rochette (sciences humaines) et à Ginette Legault (ESG UQAM), ils entreront en fonction le 1er juin prochain, pour un premier mandat de cinq ans.



Photo: Émilie Tournevalche

JOSÉE S. LAFOND

Josée S. Lafond détient un doctorat en sciences cliniques (biomédicales) de l'Université de Montréal et un postdoctorat de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS-Santé). Professeure et chercheuse au Département de sexologie de l'UQAM pendant 25 ans, elle a également acquis une solide expérience en tant que gestionnaire, notamment à titre de directrice de programme au 1^{er} cycle en sexologie, de directrice du Département de sexologie et de vice-doyenne aux études de la Faculté des sciences humaines.

«La Faculté des sciences humaines doit devenir une faculté incontournable contribuant à la reconnaissance de notre Université comme un important établissement d'enseignement et de recherche, et ce, au Québec et à l'étranger, affirme Josée S. Lafond. De plus, je crois fermement que notre Faculté doit poursuivre son développement en complémentarité non seulement avec les autres facultés et école de l'UQAM, mais également avec les universités québécoises, canadiennes et étrangères, notamment en mettant sur pied des projets de partenariats.»

Josée Lafond a mis sur pied plus d'une vingtaine de projets de recherche portant sur la santé et la sexualité. Elle compte également de nombreuses collaborations avec des organismes gouvernementaux et communautaires. Depuis les 25 dernières années, elle a organisé plusieurs colloques au Québec, au Canada et à l'étranger, en plus d'avoir siégé à différentes instances facultaires et départementales, ainsi qu'à plusieurs conseils d'administration, dont celui du CSSS de la Montagne.



Photo: Nathalie St-Pierre

STÉPHANE PALLAGE

Détenteur d'un doctorat en économie de l'Université Carnegie Mellon, à Pittsburgh, Stéphane Pallage a travaillé avec Finn Kydland, lauréat du prix Nobel 2004 de sciences économiques. Ses travaux en économie du développement et en macroéconomie ont été publiés dans de nombreuses revues internationales et il a remporté quatre prix d'excellence pour son enseignement.

Stéphane Pallage est professeur et chercheur au Département des sciences économiques depuis 1995. Il arrive à la tête de l'ESG UQAM avec une expérience de gestionnaire académique de plus de 10 ans, ayant été successivement directeur de programmes de cycles supérieurs, directeur de département et vice-doyen à la recherche de l'ESG UQAM.

À titre de directeur du Département des sciences économiques, il a contribué au renouvellement du corps professoral actuel, qui fait de ce Département le plus important du domaine au Québec. «À titre de doyen, je vais œuvrer pour que l'ESG UQAM soit reconnue à sa juste valeur, celle d'un établissement qui forme plus de 20 % des étudiants en gestion au Québec, fortement attachée à ses valeurs d'excellence, d'audace, d'engagement et de responsabilité sociale, explique Stéphane Pallage. J'ai la conviction profonde qu'une école de gestion doit être un haut lieu de création et de transmission du savoir, qu'elle doit bouleverser les façons de faire et de penser et donc innover pour mieux servir les étudiants et la société.»



SUDOKU

Solution : www.journal.uqam.ca

	6		2	1	8	7		
5								8
		8	7					3
			3			6	5	
9				2				3
	3	1			6			
	4				1	5		
	8							2
		7	8	5	2		6	

Remplir une grille de 9 x 9 cases avec les chiffres de 1 à 9 de façon à ce que chacun n'apparaisse qu'une fois dans une colonne, une ligne ou un grand carré.

D L M M J V S

29 AVRIL

CENTRE DE RECHERCHE INTERUNIVERSITAIRE SUR LA FORMATION ET LA PROFESSION ENSEIGNANTE (CRIFPE-UQ)

Conférence: «Réforme, savoirs scolaires et pratiques enseignantes», à 13h.

Conférencier: Mathieu Bouhon, professeur à l'Université catholique de Louvain et professeur associé à l'Université de Sherbrooke. Pavillon Judith-Jasmin, salle J-2625. **Renseignements :** Hélène Meunier 514 987-3000, poste 5257 meunier.h@uqam.ca

FACULTÉ DE COMMUNICATION

Débat: «Ces médecins qui bloguent: Pour qui, comment et pourquoi?», à 18h.

Conférenciers : le Dr Alain Vadeboncoeur, chef du service d'urgence à l'Institut de Cardiologie de Montréal; le Dr. Zaffran, chercheur invité au CREUM de l'Université de Montréal; Pierre Blain, directeur général du Regroupement provincial des comités des usagers. Pavillon Judith-Jasmin, salle J-2520. **Renseignements :** Claude Labrecque 514 987-3000, poste 1442 labrecque.claude@uqam.ca

SERVICE AUX COLLECTIVITÉS (SAC)

Séminaire-discussion: «L'expérience du témoignage public de son statut sérologique positif au VIH», à 18h. Pavillon Hubert-Aquin, salle A-1715. **Renseignements :** Marie-Ève Gauvin 514 987-3000, poste 4978 gauvin.marie_ave@courrier.uqam.ca

D L M M J V S

30 AVRIL

CENTRE DE RECHERCHE INTERUNIVERSITAIRE SUR LA FORMATION ET LA PROFESSION ENSEIGNANTE (CRIFPE-UQ)

Conférence: «Le partenariat un outil pour l'enseignant? Le cas des besoins éducatifs particuliers des élèves et des enseignants novices», à 13h.

Conférencière: Corinne Mérini, enseignante-chercheuse associée au Laboratoire ACTÉ «Activité, connaissance, transmission, éducation» - IUFM d'Auvergne-Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand. Pavillon Judith-Jasmin, salle J-2625.

Renseignements :

Hélène Meunier 514 987-3000, poste 5257 meunier.h@uqam.ca

GALERIE DE L'UQAM

Volet 1 de l'exposition «Le projet Peinture. Un instantané de la peinture actuelle au Canada», du 1^{er} mai au 1^{er} juin, du mardi au samedi, de 12h à 18h.

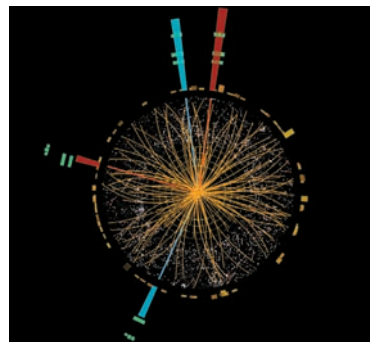
Vernissage et lancement du catalogue le 30 avril à 18h. Pavillon Judith-Jasmin, salle J-R120. **Renseignements :** 514 987-8421

D L M M J V S

1^{er} MAI

GALERIE DE L'UQAM
Midi art contemporain, à 12h45, dans le cadre de l'exposition «Le projet Peinture».

Conférenciers : Robin Anthony, conservatrice de la Banque royale du Canada (RBC) et les artistes Anthony Burnham et Stéphane La Rue. «5 à 7 speed painting», à 17h, avec les artistes Mario Doucette, Gwenessa Lam, Maclean, Kent Monkman et Sandra Meigs et Team Macho. Pavillon Judith-Jasmin, salle J-R120. **Renseignements :** 514 987-8421



COEUR DES SCIENCES

Conférence: «Le boson de Higgs: qu'est-ce que ça mange en hiver?», à 19h.

Conférencière : Pauline Gagnon, physicienne du CERN (Organisation européenne pour la recherche nucléaire), à Genève, en Suisse. Pavillon Sherbrooke, amphithéâtre (SH-2800). **Renseignements :** Cœur des sciences 514 987-3678 coeurdessciences@uqam.ca

CENTRE DE RECHERCHE ET D'INTERVENTION SUR LE SUICIDE ET L'EUTHANASIE (CRISE)

10^e Institut d'été du CRISE: «Souffrances, euthanasie et suicide assisté: Réfléchir et intervenir», jusqu'au 3 mai.

Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-R515. **Renseignements :** Jean-Yves Boucher 514 987-4832 crise@uqam.ca

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE THÉÂTRE

Théâtre: «Quand t'es dans une moissonneuse-batteuse. Une histoire vraie ou pas», jusqu'au 4 mai, à 20h.

Texte d'Ariel Beaudoin Lambert et Pénélope Deraïche-Dallaire inspiré de *La campagne* de Martin Crimp. Mise en scène de Claudie Gagnon. Production des finissants de l'École supérieure de théâtre. Pavillon Judith-Jasmin, studio d'essai Claude-Gauvreau (J-2020). **Renseignements :** 514 987-3456 www.theatre.uqam.ca/productions

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE THÉÂTRE

Théâtre: «Parasites», jusqu'au 11 mai, à 21h30.

Texte de Cédric Delorme-Bouchard, avec la collaboration de Nadia Desroches et d'Andréanne Daigle. Mise en scène de Cédric Delorme-Bouchard. Production des finissants de l'École supérieure de théâtre. 1810, rue de Bellechasse **Renseignements :** 514 987-3456 www.theatre.uqam.ca/productions

LABORATOIRE DE RECHERCHE SUR LES TECHNOLOGIES DU COMMERCE ÉLECTRONIQUE (LATECE)

Séminaire: «Introduction à Java Card», à 12h15.

Conférencier : Étienne M. Gagnon, professeur au Département d'informatique. Pavillon Président-Kennedy, salle PK-4610. **Renseignements :** dufour-landry.claudie@uqam.ca

D L M M J V S

2 MAI

CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SUR LE BRÉSIL (CERB)

Colloque étudiant: «Le Brésil sous la loupe de jeunes chercheurs», à 9h. Pavillon Hubert-Aquin, salle A-4180. **Renseignements :** Joao Monteiro 514 987-3000, poste 8207 brasil@uqam.ca

CENTRE DE RECHERCHE EN ÉDUCATION ET FORMATION RELATIVES À L'ENVIRONNEMENT ET À L'ÉCOCITOYENNETÉ

Lancement du livre: «Pour une écoalimentation - 10 belles histoires», à 17h.

Centre Pierre-Péladeau, salon Orange, 4^e étage. 300, boulevard de Maisonneuve Est. **Renseignements :** Félix Lebrun-Paré 514 987-6749 ere@uqam.ca

INSTITUT DU PATRIMOINE

Journées d'étude: «Documenter, recréer... mémoires et transmissions des œuvres performatives et chorégraphiques contemporaines», jusqu'au 4 mai. Cinémathèque québécoise, salle Fernand Seguin 335, boulevard de Maisonneuve Est. **Renseignements :** Elsa Bourdot 438 936-4524 documenter.recreer@gmail.com

ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS EN PSYCHOLOGIE COMMUNAUTAIRE

Conférence: «L'enfant autiste et sa famille. Leurs besoins, leurs droits. Perspectives communautaires sur l'autisme», de 9h30 à 12h30.

Conférenciers : Caroline Langevin et Patrick Bélanger, respectivement directrice générale et coordonnateur des programmes de l'organisme La corporation l'espoir; Nathalie Boulet, intervenante familiale et communautaire pour l'organisme Autisme et trouble envahissant du développement Montréal (ATEDM); Jacques Forget, professeur au Département de psychologie, et autres. Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-R525. **Renseignements :** Catherine Guillou-Ouellette 514 987-3000, poste 4922 guillou-ouellette.catherine@courrier.uqam.ca

D L M M J V S

3 MAI

CENTRE INTERUNIVERSITAIRE DE RECHERCHE SUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE (CIRST)

Conférence: «Social Science Funding under Siege in More Conservative Times: The Case of the U.S. National Science Foundation during the 1970s and early 1980s», à 12h30.

Conférencier: Mark Solovey de l'Institute for the History and Philosophy of Science and Technology, de l'Université de Toronto. Pavillon Paul-Gérin-Lajoie, salle N-8150. **Renseignements :** Martine Foisy 514 987-4018 foisy.martine@uqam.ca

INSTITUT DES SCIENCES COGNITIVES

Conférence: «Consciousness is Attention», de 15h à 17h.

Conférencier : Jesse Prinz, professeur de philosophie du Graduate Center de la City University of New York. Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-1950. **Renseignements :** Jimena Terraza 514 987-3000, poste 4374 terraza.jimena@uqam.ca

FACULTÉ DE SCIENCE POLITIQUE ET DE DROIT
Colloque: «Réforme de l'assurance chômage et politique d'emploi : contrainte, compétition, mobilité».

Pavillon Hubert-Aquin, salle A-MO50.

Renseignements :
Stephan Corriveau
jdst@uqam.ca

GROUPE DE RECHERCHE D'INTÉRÊT PUBLIC (GRIP-UQAM)

Événement: «Protection du territoire et alternatives régionales», jusqu'au 5 mai, de 9h à 18h.

Cœur des sciences, salle la Chaufferie (CO-R700).

Renseignements : Michael Brophy
514 987-3000, poste 4077
grip@uqam.ca
territoire-alternatives.com/

D L M M J V S

5 MAI

CENTRE DE DESIGN

Portes ouvertes Design Montréal, à 12h.

Présentation des projets étudiants réalisés dans le cadre de la

semaine de Design international. Centre de design, salle DE-R200.

Renseignements : 514 987-3395
http://www.centrededesign.com/

CHAIRE DE RESPONSABILITÉ SOCIALE ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Conférence: «L'entreprise-institution va-t-elle survivre à l'économie globale?», à 12h30.

Conférencier : Denis Segrestin, professeur des Universités Sciences Po Paris et chercheur au Centre de sociologie des organisations.

Pavillon des Sciences de la gestion, salle R-2120.

Renseignements : Alice Friser
friser.alice@uqam.ca

CHAIRE RAOUL-DANDURAND EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES

École d'été sur les missions de paix des Nations Unies, jusqu'au 12 mai.

Pavillon Hubert-Aquin, salle A-4410.

Renseignements : 514 987-6781
chaire.strat@uqam.ca

D L M M J V S

8 MAI

LABORATOIRE DE RECHERCHE SUR LES TECHNOLOGIES DU COMMERCE ÉLECTRONIQUE (LATECE)

Séminaire, de 12h15 à 13h30.

Conférencier: Arnaud Blouin, professeur associé à l'INRIA de Rennes et chercheur invité. Pavillon Président-Kennedy, salle PK-4610.

Renseignements :
dufour-landry.claudie@uqam.ca

CENTRE DE DESIGN

«À point.», exposition des finissants en design de l'environnement, de 12h à 18h, du 9 au 12 mai. Vernissage le mercredi 8 mai, à 18h.

Centre de design, salle DE-R200.

Renseignements :
514 987-3395
http://www.centrededesign.com/

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE THÉÂTRE

Théâtre: «Visage de feu», jusqu'au 11 mai, à 20h.

Texte de Marius von Mayenburg traduit par Mark Blezinger, Laurent Muhleisen et Gildas Milin. Mise en scène de Josianne Dulong-Savignac et Solène Paré. Pavillon Judith-Jasmin, Studio-théâtre Alfred-Laliberté (J-M400).

Renseignements : 514 987-3456
www.theatre.uqam.ca/productions

D L M M J V S

9 MAI

CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA EN ÉCONOMIE SOCIALE

Séminaire: «Grandeur et légitimité de l'économie sociale (...)\", à 13h30.

Conférenciers : Nadine Richez-Battesti, maître de conférences à l'Université de la Méditerranée et chercheuse au Laboratoire d'économie et de sociologie du travail (LEST); Hervé Defalvard, maître de conférences et directeur de la Chaire d'économie sociale et solidaire à l'Université de Paris Est Marne-la-Vallée; Marie J. Bouchard, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie sociale.

Pavillon Saint-Denis, salle AB-2210.

Renseignements : Florence Naud
514 987-3000, poste 4458
crises@uqam.ca

CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA EN MONDIALISATION, CITOYENNETÉ ET DÉMOCRATIE

Journées d'études: «L'institution démocratique et les formes de la division du social», jusqu'au 10 mai.

Pavillon Hubert-Aquin, salle A-1340.
Renseignements : Sophie Grenier
514 987-3000, poste 3366
grenier.sophie@uqam.ca
www.chaire-mcd.uqam.ca

SUR LE BOUT DE LA LANGUE

LE VOCABULAIRE DES MÉDIAS SOCIAUX

Trouvez les équivalents français recommandés aux anglicismes en italiques dans les phrases suivantes:

1. J'ai *twitté* aussitôt.
2. Sa photo a reçu plus de 400 *likes* sur Facebook.
3. J'ai lu plusieurs *tweets* sur ce sujet.
4. J'ai *posté* l'annonce de ton événement sur mon site.
5. Elle a publié un *post* à ce sujet sur son *blog*.

Corrigé:

1. J'ai *gazouillé* ou *microblogué*. Le Bureau de la traduction du gouvernement canadien recommande l'emploi du terme *gazouiller*. L'Office québécois de la langue française (OQLF) privilégie le verbe *microbloguer*.
2. Plus de 400 *mentions «j'aime»*.
3. Le Bureau de la traduction du gouvernement canadien recommande l'emploi du terme *gazouillis*. Du côté de l'OQLF, les termes privilégiés sont: *micromessage*, *microbillet* ou *microtexte*. *Message* peut être utilisé lorsque le contexte est clair. *Gazouillis* et *Tweet* (terme dérivé de la marque de commerce Twitter) sont considérés à usage restreint.
4. J'ai *publié*.
5. Elle a publié un *billet* ou une *note* à ce sujet sur son *blogue*.

En collaboration avec Sophie Piron, professeure au Département de linguistique

▼ suite de la P06 | VÉRITÉ ET

RÉCONCILIATION: UN LONG PROCESSUS

hiver et ce printemps à Sept-Îles, à Val-d'Or, à La Tuque et à Chisasibi.

Les communautés religieuses qui géraient les pensionnats brillent par leur absence à ces événements, ce qui en a conduit certains à questionner le rôle de réconciliation de la Commission. Mais pour Laurent Jérôme, le simple fait de remettre la question des pensionnats sur le devant de la scène fait partie du processus de réconciliation et de guérison. «C'est une initiative parmi d'autres, dit-il. La Fondation autochtone de guérison, mise sur pied pour appuyer des initiatives locales dans les communautés, a aussi joué un rôle important. La guérison est un processus très long.»

Selon lui, le processus de guérison et de réconciliation passe égale-

ment par une nouvelle façon de voir les autochtones, notamment dans les cours d'histoire. Malgré l'évolution des programmes, les enseignants manquent souvent des outils nécessaires pour transmettre les connaissances pertinentes. «Les futurs enseignants d'éthique et culture religieuse me disent que c'est bien beau d'avoir fait une place aux spiritualités autochtones dans le programme, mais qu'ils n'ont aucune idée de quoi enseigner.»

Selon Laurent Jérôme, le milieu de l'enseignement et les médias ont une responsabilité dans le processus de guérison et de réconciliation. Mais les autochtones ont aussi leurs responsabilités. «Oui à la vérité, oui à la réconciliation, dit-il. Mais il faut aussi que les autochtones sortent de leur statut de victimes. Et, pour cela, les projets doivent venir d'eux.» ■

MADAME «BONBONS»

CHRISTINE SARRAZIN, TECHNICIENNE EN DOCUMENTATION À L'ÉCOLE DES MÉDIAS, SÈME LE SUCRE ET RÉCOLTE LES CONFIDENCES.



Photo: Nathalie St-Pierre

Benjamin Tanguay

«Mon dieu, comment avez-vous su?» Invitée en classe lors du dernier cours de journalisme télé du baccalauréat, Christine Sarrazin n'en revient pas. Yeux écarquillés, sa mâchoire risque de se décrocher tellement elle est ébahie. «Comment saviez-vous que c'étaient mes fleurs préférées?», répète-t-elle. Les étudiants ne savaient pas: la carte aux marguerites, décorée de mots gentils par l'ensemble de la classe, était simplement la plus jolie du magasin. Derrière Christine, une étudiante hilare attend avec un panier rempli de

gourmandises achetées au marché Jean-Talon. Confit d'oignons au cidre de glace, confiture de cassis et sirop d'érable au yuzu, on n'a pas lésiné pour remercier cette employée de l'UQAM. Après le cadeau, c'est la tournée des becs. Christine embrasse tour à tour chaque étudiant et même un professeur embarrassé qui tente en vain de se dissocier de l'initiative. On regarde quelques reportages étudiants, puis l'employée réintègre son poste, la pause du midi presque terminée.

Technicienne en documentation à l'école des médias, Christine Sarrazin est de ces employés géné-

ralement anonymes qui font en sorte que les choses fonctionnent comme elles le doivent; un rouage dans la machine universitaire. Mais pour les étudiants et employés de la Faculté des communications qui la fréquentent, le titre de Christine est loin de résumer sa fonction, et son anonymat, une vue de l'esprit. Derrière son éternel plat de friandises, l'employée se fait tantôt confidente, tantôt rayon de soleil pour les gens qu'elle sert. «Elle est toujours souriante, à l'écoute et d'une gentillesse incommensurable, souligne Arnaud Stoppa, finissant en journalisme. On ne reconnaît jamais suffisamment la valeur d'employés comme elle.»

RELATIONS PRIVILÉGIÉES

Après avoir travaillé pendant un an à cataloguer des livres à

une belle clientèle» et «un bel échange est possible» défilent rapidement sans qu'on en arrive à une explication qui semble la convaincre. «Je suis mère de quatre enfants, avance-t-elle. J'ai un côté très maternel.» Un ange passe. «C'est drôle, ça se vit plus que ça se dit», finit-elle par ajouter.

Ce n'est que lorsqu'elle raconte quelques anecdotes qu'on commence réellement à saisir pourquoi les étudiants l'apprécient tant. Une partie de l'affection qu'elle commande semble être liée au réconfort gourmand d'un bonbon en fin de session. «À Noël, une étudiante m'a dit que ce serait bon des biscuits au gingembre, raconte-t-elle en riant. Elle était tellement contente quand je lui en ai acheté le lendemain. Un autre m'a dit que ce serait bon du cipaille. Je lui en ai fait! Honnêtement, je le fais beaucoup pour moi parce que j'aime les voir contents.» Christine Sarrazin aime répéter qu'on ne doit pas oublier comment on se sentait à 20 ans. «J'avais une étudiante de Gaspésie qui devenait très nostal-

«ELLE EST TOUJOURS SOURIANTE, À L'ÉCOUTE ET D'UNE GENTILLESSE INCOMMENSURABLE.»

— Arnaud Stoppa, finissant en journalisme.

l'ordinateur — une période qu'elle a trouvée difficile en raison du manque de contacts humains —, Christine Sarrazin en est à sa troisième année à l'emploi du centre de documentation de l'École des médias. Classification de CD, DVD, revues et quelques monographies, ses tâches quotidiennes ressemblent en grande partie à ce qu'on s'attend d'une personne gérant la collection d'une bibliothèque modeste. Mais c'est lorsqu'elle interagit avec les étudiants que son rôle prend tout son sens à ses yeux. Que ce soit en réservant des salles de montage ou de réunion ou en prêtant des documents, Christine Sarrazin a un don pour transformer ses contacts avec les étudiants en relations privilégiées.

Quand on lui demande son secret, Christine trouve 36 débuts d'explications sans en terminer une seule. Les «j'aime le contact avec les gens», «les jeunes sont

gique pendant le temps des fêtes, se rappelle-t-elle. Elle aimait mes biscuits et mon sucre à la crème parce que ça lui rappelait la maison.» Mine de rien, l'employée sème le sucre et récolte les confidences.

Une autre raison pouvant expliquer l'affection des étudiants à son endroit est la manière inconditionnelle dont elle les défend et les aide. Que ce soit en prêtant ses locaux pour des tournages ou en négociant bec et ongles avec les agents du Service de la sécurité pour qu'ils acceptent de déverrouiller une salle de montage, Christine Sarrazin n'hésite pas à se fendre en quatre pour eux. «Dans une autre vie, j'aurais peut-être été travailleuse sociale, confie-t-elle. Ce qui me valorise est le sentiment d'aider et d'être à l'écoute de l'autre.» ■

COMMENTEZ CET ARTICLE ●
uqam.ca/entrevues ●